

Mais il peut y avoir une autre raison, monsieur le Président. Les conservateurs avaient peut-être besoin de créer de l'emploi. Un programme de ce genre devrait s'adresser à l'ensemble de la population. Toutefois, le gouvernement a conçu son programme de création d'emplois pour les députés conservateurs qui venaient d'être élus et pour ceux qui sans être élus avaient besoin de travailler. Comme il devait caser tous ceux que la vague bleue avait amenés, il a donc décidé de nommer beaucoup de monde au cabinet. Ils étaient quarante ministres au départ. Leur nombre baisse graduellement à mesure qu'ils démissionnent. Pour l'instant, ils sont trente-neuf, ce qui veut dire 39 limousines, ou 40 si le ministre démissionnaire a gardé la sienne. On dirait le parc d'un concessionnaire à l'entrée ouest du Parlement. Je n'ai jamais vu autant d'automobiles stationnées au même endroit. L'autre jour, j'ai eu du mal à entrer sur le terrain de stationnement avec ma voiture, monsieur le Président, parce que plusieurs limousines en bloquaient l'accès. Elles attendaient que les ministres en aient terminé avec leurs réunions ou avec toutes autres affaires qui les retenaient alors dans l'immeuble.

En plus de ces quarante limousines et de ces quarante ministres, les Canadiens doivent aussi leur payer quarante commissaires politiques. Ce sont ces personnes qui envoient des lettres de refus et d'excuses au nom des ministres. Bien sûr, les ministres écrivent eux-mêmes les lettres agréables annonçant l'octroi de subventions, mais ce sont les commissaires politiques qui signent les lettres de refus. Je le sais pour avoir reçu des lettres de ministres du cabinet. Certaines portent la signature des commissaires politiques, mais celles qui commencent par «Nous sommes heureux de vous appuyer» sont pour la plupart signées par les ministres.

Le gouvernement semble avoir eu amplement de ressources lorsque le temps fut venu de récompenser ses gens. Le gouvernement a effectué quelque 1,200 nominations politiques depuis les élections de septembre dernier. Je suis persuadé que tous les députés conservateurs de l'arrière-ban doivent en rougir, monsieur le Président. Non seulement le gouvernement a nommé 1,200 personnes, mais encore il a choisi un grand nombre de candidats conservateurs battus aux dernières élections. Il n'y a évidemment pas eu 1,200 candidats conservateurs défaits, mais je dois dire que la plupart des postes bien rémunérés sont allés à des candidats conservateurs malchanceux. Il y a Lawrence Hanigan, qui a été battu par mon collègue, le député de Laval-des-Rapides (M. Garneau). M. Hanigan dirigeait auparavant avec grand succès la Commission des transports de la Communauté urbaine de Montréal, qui n'a connu que vingt grèves en dix ans. Et voici que ce personnage est engagé pour gérer le réseau ferroviaire à un salaire annuel de \$100,000. Et une fois qu'on l'a nommé à ce poste, on décide que le salaire n'est pas suffisant. Comment le pauvre homme aurait-il pu vivre avec \$100,000 par année? On a donc accordé à ce candidat conservateur défait une hausse de \$25,000 ou \$30,000 pour qu'il puisse arriver à joindre les deux bouts. On se demande ensuite, monsieur le Président, comment il se fait que nous n'ayons pas l'argent qu'il faut pour financer les programmes dont nous avons besoin.

Ce n'est pas étonnant, monsieur le Président, si on gaspille de pareille façon. Je vois que les députés conservateurs de l'arrière-ban, en face, hochent la tête en signe d'accord. Savez-vous pourquoi, monsieur le Président? Certains d'entre eux doivent être presque déçus d'avoir été élus. Ils auraient obtenu

des emplois plus rémunérateurs s'ils avaient été défaits comme Lawrence Hanigan et d'autres qui ont touché de fortes augmentations de salaire. C'est leur récompense pour avoir perdu les élections. Au sein de ce parti, les gagnants deviennent les perdants et vice versa, à condition d'être les amis du premier ministre (M. Mulroney).

Une voix: Et Lloyd Francis?

M. Boudria: Le député d'en face parle du nombre minime, environ 1 ou 2 p. 100, de nominations politiques qui n'ont pas favorisé des conservateurs en vue, mais il n'en demeure pas moins que le gouvernement a nommé un conservateur important toutes les trois heures, depuis son élection l'été dernier. Et c'est le même gouvernement qui a promis de ne pas se livrer au népotisme ni de gaspiller les deniers publics dont nous avons tant besoin pour appliquer des programmes utiles que nous n'avons soi-disant pas les moyens de financer, aux dires du gouvernement. C'est le même gouvernement qui a déclaré qu'il ne nommerait que les personnes désireuses de servir leur pays et hautement compétentes. C'est le même gouvernement qui a refusé de maintenir à son poste la sénatrice Florence Bird, qui est l'une des personnes les plus compétentes dans notre pays. C'est un fait reconnu par Amnistie Internationale et tous les groupes de réfugiés du pays. Ils ont tous recommandé que le mandat de Florence Bird soit renouvelé. Pourquoi n'a-t-elle pas été renommée, monsieur le Président? Parce que la ministre voulait imprimer sa propre marque dans son ministère.

Ce ne sont pas les questions de fond, mais plutôt de style, qui préoccupent le gouvernement actuel. Il y a des commissaires politiques pour dissimuler les ministres. Les nouvelles nominations se font avec style. Mais que devient l'essentiel dans tout cela? Qu'y a-t-il de mal à mettre l'accent sur le fond et non sur le style? Le premier ministre est en train de constituer son propre club de fans. A \$100 du coup les gens peuvent effectivement devenir membres du club d'admirateurs du premier ministre, «Le Club Brian», si je ne m'abuse.

Une voix: Bien entendu, il est plus important que le club de John Turner.

M. Boudria: Voilà un député qui s'en réjouit. Il a sans doute acheté une ou deux cartes d'adhésion au club de fans du premier ministre dans l'espoir de quitter son dernier rang pour se rapprocher des banquettes ministérielles. Il y réussira peut-être en devenant membre de ce club d'admirateurs, mais ce n'est pas certain. Je ne veux pas m'éterniser sur ce projet de loi, monsieur le Président, mais je voudrais en revenir à la question de la péréquation. J'ai fait une courte digression, comme vous l'avez certainement remarqué, monsieur le Président, sur la question du népotisme. Mais toutes ces questions sont liées les unes aux autres. Le gouvernement gaspille de l'argent à des choses inutiles et il ne reste rien pour les programmes valables, ceux qui comptent, pour aider les Canadiens qui en ont le plus besoin. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas d'argent? Parce qu'il le dépense à d'autre chose. C'est parce que les députés d'en face se sont livrés au népotisme. Ils ont gaspillé les deniers publics en redécorant leurs bureaux sur la Colline parlementaire. Ils ont loué des limousines. Ils ont livré un budget en utilisant un avion du gouvernement. C'est à cause de tout cela et de bien d'autres activités auxquelles ils se sont livrés depuis septembre dernier.